

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 723

26 avril 2007

SOMMAIRE

Alcadin S.A.	34659	O.I.M. - Opérations Immobilières Molitor, Société à responsabilité limitée	34704
Bakering Invest International S.A.	34704	Orco Property Group	34670
Cheshunt Luxembourg S. à r.l.	34674	Orco Property Group	34671
Cofis Luxembourg S.A.	34691	Overland Trust Corporation S.A.	34701
Copernicus Finance Buffer S.à r.l.	34675	Patron Weghell VI S. à r. l.	34693
Coselux S.à r.l.	34702	Philips International Finance S.A.	34658
CPI Capital Partners Europe Holdings S.à r.l.	34689	Playtrade	34658
CPI Capital Partners Financing S.à r.l. ...	34689	Prestaserv-Lux S.à r.l.	34692
Dalgarno S.A.	34699	Prestaserv-Lux S.à r.l.	34690
Darian Group S.A.	34658	S.D.G.A. Holding S.A.	34675
Delamare Luxembourg S. à r.l.	34674	SIFC Development Holding S.à r.l.	34670
Diversified Growth Company en abrégé D.G.C.	34659	SIFC Hotel Development S.à r.l.	34670
Etoile Promotions "B" S. à r.l.	34690	SIFC Office & Retail S.à r.l.	34671
Financière Centuria Luxembourg S.A. ...	34702	Société pour l'Aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg	34676
Financière Treviso S.A.	34693	Standard International Holdings S.A. ...	34675
Garage Roby Cruciani s.à r.l.	34672	TalkBusiness S.à r.l.	34702
G.B.D. Holding S.A.	34691	Tisa S.à r.l.	34690
Geovera (Luxembourg III) Holdings S.à r.l.	34677	Valauchan Sopaneer International S.C.A.	34671
Gestions Etudes Immobilières, société à responsabilité limitée	34703	VIP Lux S.à r.l.	34676
K2 Architecture S.à.r.l.	34692	Votre Jardin S.à r.l.	34702
Kippin S.A.	34676	World Minerals International Sales	34659
Messageries Paul Kraus S.à r.l.	34693	WP IX LuxCo II S.à r.l.	34658
Metropolitan Properties S.à r.l.	34674	WP IX LuxCo I S.à r.l.	34658
MLP Investments (Luxembourg) S.à r.l.	34679	Wynnchurch Transportation & Logistics S.à.r.l.	34671
Multinational Investment Corporation ...	34692	Xylopart Holding S.A.	34692
Newcoop S.A.	34679	Xylopart S.A.	34692
Ocala Capital Management Luxembourg S.à r.l.	34693	Zama (Windhoek) S.à r.l.	34670

Playtrade, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 117.514.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034378/242/12.

(070030127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

WP IX LuxCo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 110.185.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034379/242/12.

(070030129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

WP IX LuxCo I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 110.184.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034381/242/12.

(070030132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Darian Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 77.041.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034382/242/12.

(070030136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Philips International Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 7.334.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 février 2007.

J.-J. Wagner
Notaire

Référence de publication: 2007034383/239/12.

(070029867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Diversified Growth Company en abrégé D.G.C., Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 7.565.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 février 2007.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034384/242/12.

(070030137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

World Minerals International Sales, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 52.699.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 février 2007.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034385/242/12.

(070030139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Alcafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 76.733.

L'an deux mille cinq, le vingt-sept juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ALCAFIN S.A., (la «Société») une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 76.733,

constituée suivant acte dressé par le notaire soussigné, en date du 29 juin 2000, publié au Mémorial C numéro 823 du 10 novembre 2000.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg;

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Brendan D. Klapp, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio Da Silva, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Modification de la dénomination de la Société en ALCAFIN S.r.l.

2.- Modification de l'objet social pour lui donner la teneur suivante:

«La société principalement a pour objet: la prise de participations d'autres sociétés, excepté à l'égard du public. Dans le cadre des activités mentionnées ci-dessus, la société a aussi pour objet, pourvu que ce ne soit pas des activités à l'égard du public, l'exercice des activités de:

- Octroi de financements;
- Agent de changes;
- Services d'encaissement, paiement et transfert de fonds, avec conséquences du débiter ou du crédit relatives aux charges et intérêts;
- Coordination technique, administrative et financière des sociétés participées ou/et quoi qu'il en soit adhérentes au même groupe;

La société a également pour objet l'exercice des activités de:

- Achat, vente, gestion et placement de titres publics ou privés;
- Achat, vente, échange, gestion et localisation aussi financière de biens immobiliers;
- Activité publicitaire en général, y compris la gestion d'agences publicitaires;
- Activité en général;
- Production cinématographique et télévisée.

Est expressément exclu de l'activité statutaire la fourniture de garanties, que ce soit dans l'intérêt de sociétés participées, mais en faveur de tiers, dans la mesure où cette activité ne serait pas de caractère résiduel et ne serait pas exercée strictement aux fins de la réalisation de l'objet social. Est expressément exclu de l'activité social la collecte de l'épargne auprès du public et l'acquisition et la vente moyennant offre publique d'instruments financiers régis par le T.U.I.F. (Décret-Loi 24/2/1998 n ° 58), de même que l'exercice à l'égard du public des activités de prise de participations, d'octroi de financements sous une quelconque forme, de prestation de services de paiement et d'agent de change et toute autre activité stipulée à l'Art. 106 T.U.L.B. (D.L. 1/9/1993 n ° 385). Est aussi exclu, formellement, toute activité réservée aux personnes inscrites aux Tableaux Professionnels prévus par le D.L. 24/2/1998 n ° 58. Au fin de la réalisation de son objet social, la société peut aussi effectuer toutes les activités mobilières et immobilières et toute autre activité jugée nécessaire et utile, contracter des emprunts et accéder à toute autre activité de crédit et/ou activité de location financière, octroyer des garanties réelles, personnelles, des gages, des privilèges spéciaux, et pactes de domaine réservé, aussi à titre gratuit aussi bien dans le propre intérêt qu'en faveur de tiers, ainsi que non-actionnaires.

3.- Fixation de la durée de la Société jusqu'au 30 juin 2025;

4.- Démission avec décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société.

5.- Transfert du siège social statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la Société de la nationalité italienne; décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

6.- Fixation du nouveau siège social de la Société.

7.- Changement de la forme juridique de la Société d'une société anonyme en société à responsabilité limitée de droit italien.

8.- Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation italienne.

9.- Nomination d'un administrateur unique.

10.- Délégation des pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social actuellement fixé à cinquante mille euros (50.000,- EUR), étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de changer la dénomination de la Société en ALCAFIN S.r.l.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier l'objet social de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«La société principalement a pour objet: la prise de participations d'autres sociétés, excepté à l'égard du public. Dans le cadre des activités mentionnées ci-dessus, la société a aussi pour objet, pourvu que ce ne soit pas des activités à l'égard du public, l'exercice des activités de:

- Octroi de financements;
- Agent de changes;
- Services d'encaissement, paiement et transfert de fonds, avec conséquences du débiter ou du crédit relatives aux charges et intérêts;
- Coordination technique, administrative et financière des sociétés participées ou/et quoi qu'il en soit adhérentes au même groupe;

La société a également pour objet l'exercice des activités de:

- Achat, vente, gestion et placement de titres publics ou privés;
- Achat, vente, échange, gestion et localisation aussi financière de biens immobiliers;
- Activité publicitaire en général, y compris la gestion d'agences publicitaires;
- Activité en général;
- Production cinématographique et télévisée.

Est expressément exclu de l'activité statutaire la fourniture de garanties, que ce soit dans l'intérêt de sociétés participées, mais en faveur de tiers, dans la mesure où cette activité ne serait pas de caractère résiduel et ne serait pas exercée strictement aux fins de la réalisation de l'objet social. Est expressément exclu de l'activité social la collecte de l'épargne auprès du public et l'acquisition et la vente moyennant offre publique d'instruments financiers régis par le T.U.I.F. (Décret-Loi 24/2/1998 n° 58), de même que l'exercice à l'égard du public des activités de prise de participations, d'octroi de financements sous une quelconque forme, de prestation de services de paiement et d'agent de change et toute autre activité stipulée à l'Art. 106 T.U.L.B. (D.L. 1/9/1993 n° 385). Est aussi exclu, formellement, toute activité réservée aux personnes inscrites aux Tableaux Professionnels prévus par le D.L. 24/2/1998 n° 58. Au fin de la réalisation de son objet social, la société peut aussi effectuer toutes les activités mobilières et immobilières et toute autre activité jugée nécessaire et utile, contracter des emprunts et accéder à toute autre activité de crédit et/ou activité de location financière, octroyer des garanties réelles, personnelles, des gages, des privilèges spéciaux, et pactes de domaine réservé, aussi à titre gratuit aussi bien dans le propre intérêt qu'en faveur de tiers, ainsi que non-actionnaires.»

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de fixer la durée de la Société jusqu'au 30 juin 2025.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide d'accepter la démission de tous les administrateurs et du commissaire de la Société et décide de leur accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'au jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Bologna (Italie) et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969, et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales et que les droits d'apport ont été régulièrement payés au Grand-Duché de Luxembourg.

Sixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de fixer le nouveau siège social à Via Cervellati nr. 3, I-40122 Bologna (Italie).

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de changer la forme juridique de la Société d'une société anonyme (S.A.) en celle d'une société à responsabilité limitée (S.r.l.) régie par le droit italien.

Huitième résolution

Afin de refléter tous ces changements intervenus ci-avant, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée ALCAFIN S.r.l. pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

Nouvelle version des statuts en langue italienne:

«STATUTO

della Società a responsabilità limitata

Art. 1. Denominazione. E' costituita una Società a responsabilità limitata denominata ALCAFIN s.r.l.

Art. 2. Sede. La Società ha sede nel Comune di Bologna all'indirizzo risultante dal Registro delle Imprese.

L'Organo amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative quali succursali, filiali, o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopraindicato.

Art. 3. Durata. La durata è fissata al 31 dicembre 2025 salvo proroga od anticipato scioglimento da parte dell'assemblea dei soci.

Art. 4. Oggetto. La società ha per oggetto lo svolgimento in via prevalente dell'attività di assunzione di partecipazioni, non nei confronti del pubblico.

La società, nell'ambito della predetta attività, ha altresì ad oggetto, sempre non nei confronti del pubblico, l'esercizio delle attività di:

- concessione di finanziamenti;
- intermediazione in cambi;
- servizi di incasso, pagamento e trasferimento di fondi, con conseguenti addebito e accredito dei relativi oneri ed interessi;
- coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società partecipate e/o comunque appartenenti allo stesso gruppo;

La società ha altresì ad oggetto l'esercizio delle attività di:

- compravendita, gestione e collocamento dei titoli pubblici e privati;
- acquisto, vendita, permuta, gestione e locazione anche finanziaria di beni immobili;
- attività pubblicitaria in genere compresa la gestione di agenzie pubblicitarie;
- attività in generale;
- produzione cinematografica e televisiva.

E' espressamente escluso dall'attività statutaria il rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate, ma a favore di terzi, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

E' espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico e l'acquisto e la vendita mediante offerta al pubblico di strumenti finanziari disciplinati dal T.U.I.F. (D. Lgs. 24/2/1998 n° 58), nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all'art. 106 T.U.L.B. (D. Lgs. 1/9/1993 n° 385).

E' altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D.Lgs.vo 58/98.

Ai fini del conseguimento dell'oggetto sociale, la società può inoltre effettuare tutte le operazioni mobiliari ed immobiliari ed ogni altra attività che sarà ritenuta necessaria o utile, contrarre mutui ed accedere ad ogni altro tipo di credito e/o operazione di locazione finanziaria, concedere garanzie reali, personali, pegni, privilegi speciali, e patti di riservato dominio, anche a titolo gratuito sia nel proprio interesse che a favore di terzi, anche non soci.

Art. 5. Capitale sociale. Il capitale è di Euro 50.000,- (cinquantamila) diviso in quote ai sensi dell'art. 2468 c.c.

Art. 6. Variazioni del capitale sociale. Il capitale potrà essere aumentato a pagamento mediante conferimento di tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica o a titolo gratuito o ridotto nei casi e con le modalità di legge, mediante deliberazione dell'Assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica dell'atto costitutivo.

In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale se nominato, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

Art. 7. Versamenti e finanziamenti soci. I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo versamenti in conto capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico.

In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare.

Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 cod. civ.

Art. 8. Partecipazioni. La partecipazione di ciascun socio non può essere di ammontare inferiore ad un euro o a multipli di un euro.

E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, le partecipazioni dei soci si presumono di valore proporzionale ai conferimenti effettuati.

I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Art. 9. Trasferimento delle partecipazioni. Le partecipazioni sono liberamente trasferibili sia per atto tra vivi sia per successione mortis causa.

Nell'ipotesi di trasferimento per atto tra vivi intendendosi compresi tutti i negozi di alienazione nella più ampia accezione del termine e quindi oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, la permuta, il conferimento, la dazione in pagamento e la cessione anche titolo gratuito, agli altri soci, regolarmente iscritti a libro soci, spetta il diritto di prelazione.

Nel caso di successioni mortis causa o di trasferimenti inter vivos, le quote sociali potranno essere divise, purchè siano osservate le disposizioni di cui all'articolo 8.

Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il socio che intende trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione, dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il corrispettivo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data (risultante dal timbro postale) in cui l'organo amministrativo ha ricevuto la comunicazione dell'offerta;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro trenta giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro quindici giorni dalla scadenza del termine di cui sub a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi della partecipazione offerta, della data fissata per il trasferimento.

- Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alle partecipazioni da ciascuno di essi possedute, in modo da lasciare immutato il preesistente rapporto di partecipazione al capitale sociale.

- se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene.

- il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la intera partecipazione offerta,

- qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta.

- La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà della partecipazione. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto.

Nell'ipotesi di trasferimento di partecipazione per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto sopra prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

La cessione delle partecipazioni sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

Il diritto di prelazione non si applica nell'ipotesi di trasferimento delle quote per atto tra vivi tra Soci, da Soci a loro parenti in linea retta o al coniuge.

Le quote possono infine essere intestate a Società fiduciarie e queste potranno liberamente trasferire le quote loro intestate ai propri mandanti iniziali.

Art. 10. Decisioni dei soci. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci le materie di cui all'art. 2479 c.c.

Le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare necessario nei casi espressamente previsti dalla legge, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

Ogni socio, regolarmente iscritto nel libro dei soci alla data della riunione dell'assemblea e a cui spetti il diritto di voto, ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Non possono partecipare alle decisioni, sia che esse vengano adottate con il metodo assembleare, sia che esse vengano adottata con il metodo della consultazione scritta o del consenso espresso per iscritto, i soci morosi (ai sensi dell'art. 2466c.c) ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

Art. 11. Convocazione dell'assemblea. L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purché in Italia.

L'assemblea è convocata, oltre che nei casi e per gli oggetti previsti dalla legge, ogni qualvolta l'organo amministrativo lo ritenga opportuno.

L'organo amministrativo deve, altresì, convocare senza ritardo l'assemblea quando ne è fatta domanda da tanti soci che rappresentino almeno il decimo del capitale sociale e nella domanda sono stati indicati gli argomenti da trattare.

L'Assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea, con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo, fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi similari, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio e che risultino espressamente dal libro soci, fermo restando che quelli tra i soci che non intendono indicare un'utenza fax, o un indirizzo di posta elettronica, o revocano l'indicazione effettuata in precedenza, hanno diritto di ricevere la convocazione a mezzo raccomandata A.R.).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione. In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori e Sindaci (o il revisore), se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci (o il revisore), se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente dell'assemblea e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 12. Rappresentanza in assemblea. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare ai sensi dell'art. 2479 bis c.c.

Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolarità delle deleghe ed in genere il diritto di intervento all'assemblea.

Presidenza dell'assemblea

La presidenza dell'assemblea secondo i sistemi di amministrazione compete:

- all'amministratore unico,
- all'amministratore più anziano,
- al Presidente del Consiglio di Amministrazione e, in caso di sua assenza od impedimento nell'ordine: al vice presidente e all'amministratore delegato, se nominati, al consigliere più anziano o alla persona designata dalla maggioranza assoluta del capitale rappresentato.

L'assemblea nomina un segretario anche non socio, e se lo crede opportuno due scrutatori anche estranei.

Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti (e, pertanto, l'esclusione dall'assemblea dei non legittimati), dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni. Degli esiti di tali accertamenti deve essere dato conto nel verbale.

Quorum costitutivi e deliberativi

L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta del capitale sociale, salvo che nei casi previsti dai numeri 4) e 5) del secondo comma dell'art. 2479 c.c. nei quali è richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

Sistemi di votazione

Le deliberazioni sono prese per alzata di mano a meno che la maggioranza degli intervenuti richieda l'appello nominale.

In ogni caso il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione dei soci dissenzienti.

Verbalizzazione delle deliberazioni

Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

L'assemblea può tenere le sue riunioni in audiovideoconferenza o in sola audioconferenza alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- a) che siano presenti nello stesso luogo il presidente e il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Art. 13. Amministrazione. La durata in carica dell'organo amministrativo, che può essere anche a tempo indeterminato, è stabilita con decisione dei soci.

La Società può essere amministrata:

- da uno o più, fino ad un massimo di tre amministratori;
- da un consiglio di amministrazione composto da due a sette membri.

La scelta circa il sistema di amministrazione e, nel caso di consiglio, la fissazione del numero dei membri è rimessa alla decisione dei soci.

I componenti dell'organo amministrativo:

- a) possono essere anche non soci;
- b) non possono essere nominati, e, se nominati, decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382c.c.
- c) durano in carica per il periodo di volta in volta determinato dai soci all'atto della nomina, e, comunque, fino a revoca o dimissioni;
- d) in caso di nomina a tempo indeterminato, possono essere revocati in ogni tempo e senza necessità di motivazione;
- e) sono rieleggibili;
- f) possono essere cooptati nell'osservanza dell'art. 2386 c.c.
- g) sono tenuti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 c.c. se non disposto diversamente.

Se, per dimissioni o per altre cause, viene a mancare la maggioranza degli amministratori, oppure uno degli amministratori quando il Consiglio sia formato da due membri, si intende decaduto l'intero consiglio e deve subito convocarsi l'assemblea per la nomina dei nuovi amministratori.

In tal caso gli amministratori restano in carica per la convocazione dell'assemblea e per l'ordinaria amministrazione sino alla nomina dei successori. La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Art. 14. Consiglio di amministrazione. Quando la Società è amministrata dal Consiglio il suo funzionamento è così regolato:

A- Presidenza

Il Consiglio elegge fra i suoi membri il Presidente se questi non è nominato dai soci; può eleggere un vicepresidente che sostituisca il presidente nei casi di assenza o impedimento.

Il Presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri.

B- Riunioni

Il Consiglio si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione (nella sede sociale o altrove) tutte le volte che il presidente o chi ne fa le veci lo giudichi necessario, o quando ne sia fatta richiesta dalla maggioranza degli amministratori in carica, oppure da almeno due sindaci.

Di regola la convocazione è fatta almeno cinque giorni liberi prima della riunione, mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno.

Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica e i Sindaci se nominati.

Le riunioni di consiglio sono presiedute dal Presidente, in sua assenza dal vice presidente, qualora sia stato nominato, o, in mancanza di quest'ultimo, dal consigliere designato dal consiglio stesso.

Il consiglio di amministrazione può tenere le sue riunioni in audiovideoconferenza o in sola audioconferenza alle seguenti condizioni, cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- a) che siano presenti nello stesso luogo il presidente e il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b) che sia consentito al Presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

C- Deliberazioni

Per la validità delle deliberazioni del consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta dei presenti; qualora il consiglio sia composto da più di due membri, in caso di parità prevale il voto del Presidente.

Quando il consiglio di amministrazione sia composto da due membri le deliberazioni sono valide se assunte con la presenza di entrambi i componenti e all'unanimità.

Il voto non può, in nessun caso, essere dato per rappresentanza.

D- Verbalizzazione

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione e del comitato esecutivo, se nominati ai sensi della successiva lettera "E", devono risultare da verbali che, trascritti su apposito libro tenuto a norma di legge, vengono firmati da chi presiede e dal segretario nominato di volta in volta anche tra estranei al consiglio.

E- Delega di poteri

Il Consiglio di Amministrazione può delegare proprie attribuzioni al comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi membri o ad uno o più amministratori delegati, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità di esercizio della delega. In tal caso trova piena applicazione quanto previsto dall'art. 2381c.c.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'art. 2381 C.C. e quelle non delegabili ai sensi delle altre leggi vigenti.

Le cariche di presidente (o di vice) e di amministratore delegato sono cumulabili.

Art. 15. Poteri dell'organo amministrativo. Qualunque sia il sistema di amministrazione, l'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della società e può quindi compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per l'attuazione dell'oggetto sociale, esclusi soltanto quelli che la legge o lo statuto riservano all'assemblea.

Quando l'amministrazione è affidata a più persone che non costituiscono consiglio, i poteri di gestione ordinaria della Società spettano a ciascun amministratore, disgiuntamente dagli altri, mentre i poteri di gestione straordinaria spettano a tutti gli amministratori, congiuntamente tra loro, ovvero agli Amministratori a ciò abilitati dalla deliberazione di nomina.

Quando l'amministrazione è affidata disgiuntamente a più persone ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'esecuzione da parte degli altri amministratori di atti di gestione prima che siano compiuti.

Art. 16. Rappresentanza della società. Qualunque sia il sistema di amministrazione, gli Amministratori hanno la rappresentanza generale della società.

In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza della società spetterà a tutti i componenti del Consiglio di Amministrazione, in via disgiunta tra di loro.

L'organo amministrativo può nominare direttori generali, amministrativi e tecnici determinandone le mansioni e le eventuali retribuzioni, nonché procuratori per singoli affari o per categorie di affari.

Art. 17. Sanzioni amministrative. Per le sanzioni amministrative conseguenti a violazioni delle norme amministrative e fiscali commesse dai rappresentanti della società nello svolgimento delle loro mansioni e nei limiti dei loro poteri, la società, nei modi e nei termini consentiti dalle vigenti disposizioni normative, assume il relativo debito con facoltà, se del caso, di addivenire a definizione agevolata delle pendenze.

L'assunzione di responsabilità viene in ogni caso esclusa quando chi ha commesso la violazione ha agito volontariamente in danno della società o, comunque, con dolo o colpa grave.

Art. 18. Compensi degli amministratori. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio ed un compenso da determinarsi dai soci con decisione valida fino a modifica.

Il consiglio di amministrazione stabilisce il modo di riparto tra i suoi membri dei compensi anno per anno.

Agli amministratori potrà inoltre spettare l'indennità di fine mandato e all'uopo la società è autorizzata a costituire uno specifico fondo di accantonamento o corrispondente polizza assicurativa.

Art. 19. Diritti dei soci non amministratori. I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 20. Organo di controllo. Quale organo di controllo, i soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art. 10, possono nominare:

- il Collegio Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 21;
- un Revisore, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 22;

La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'art. 2477 c.c. Anche in questo caso il Collegio Sindacale verrà nominato ed opererà ai sensi del successivo art. 21.

Art. 21. Collegio sindacale. Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti e dura in carica tre esercizi. Il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai soci, con la decisione di nomina del Collegio stesso. Al Collegio sindacale si applicano le disposizioni in tema di società per azioni (artt.2397 e ss.)

Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403/bis cod. civ. ed inoltre esercita il controllo contabile; in relazione a ciò il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 cod. civ.

La retribuzione annuale dei sindaci è determinata dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al Collegio Sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio Sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

Si applica la disposizione di cui all'art. 2409 cod. civ.

Art. 22. Revisore. In alternativa al Collegio Sindacale il controllo contabile della società può essere esercitato da un Revisore iscritto nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Non può essere nominato alla carica di revisore e se nominato decade dall'incarico chi si trova nelle condizioni previste dall'art. 2399 Cod.Civ.

Il corrispettivo del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato solo per giusta causa e con deliberazione dell'assemblea dei soci. La deliberazione di revoca deve essere approvata con decreto dal Tribunale, sentito l'interessato.

I
cod. civ.

Art. 23. Esercizio sociale - Bilanci. Gli esercizi sociali si chiudono al 30 giugno di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

Il bilancio deve essere approvato dai soci, con decisione da adottarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora particolari esigenze della società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

Art. 24. Utili. Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

La decisione dei soci, che approva il bilancio, decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale; possono altresì essere distribuiti utili in natura.

Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

Non è consentita la distribuzione di acconti su dividendi.

Art. 25. Recesso del socio.*A) Casi di recesso*

Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente Statuto;
- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;
- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto.

B) Modalità di esercizio del recesso

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente comma 1), dovrà essere spedita all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscrivere al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Il diritto di recesso può essere esercitato solo per l'intera partecipazione. La partecipazione per la quale è esercitato il diritto di recesso non può essere ceduta. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

La lettera raccomandata di cui sopra dovrà indicare le generalità del socio recedente, il suo domicilio nonché l'ammontare della partecipazione di cui è titolare.

C) Rimborso della partecipazione del socio receduto

I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso (eventualmente ed in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie); in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod. civ.

Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro sei mesi dalla comunicazione del medesimo fatta alla società.

Esso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili. In tal caso la partecipazione del socio receduto si accrescerà proporzionalmente alle partecipazioni degli altri soci.

In mancanza di riserve disponibili, andrà ridotto in misura corrispondente il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ. e, qualora sulla base di esso, non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto la società viene posta in liquidazione.

Art. 26. Esclusione del socio. Nel caso di socio che, a titolo di conferimento, si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della società, lo stesso può essere escluso qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento.

Può essere escluso anche il socio che sia stato interdetto, che sia stato dichiarato fallito o che sia stato condannato con sentenza passata in giudicato ad una pena che comporta l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici.

L'esclusione deve essere approvata dai soci con apposita delibera da adottarsi esclusivamente con il metodo assembleare di cui all'art 11. Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta, il quale tuttavia potrà intervenire alla riunione assembleare ma senza diritto di voto.

La delibera di esclusione deve essere comunicata con raccomandata con ricevuta di ritorno al socio escluso e l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla comunicazione suddetta. Entro questo termine il socio escluso potrà attivare il collegio arbitrale di cui al successivo art. 29 affinché si pronunci in merito all'esclusione.

Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applica le disposizioni del precedente art. 25 lett. C) in tema di rimborso della partecipazione del socio recedente, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

Art. 27. Scioglimento liquidazione. Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

In tal caso nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c. ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi; gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del miglior realizzo.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 c.c. e, pertanto, i liquidatori potranno compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente Statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487 ter cod. civ.

Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile (artt. 2484 e ss.)

Art. 28. Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

La relativa delibera assembleare andrà verbalizzata da notaio, con conseguente applicazione dell'art. 2436c.c.

La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori qualificati. In caso di successiva circolazione, chi li ha sottoscritti risponde della solvenza della società nei confronti degli acquirenti che non siano investitori professionali ovvero soci della società medesima.

La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli amministratori presso il registro delle imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

Art. 29. Clausola compromissoria. Le eventuali controversie che sorgessero fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse da amministratori e sindaci (se nominati) ovvero nei loro confronti e che abbiano per oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, saranno decise da un Collegio Arbitrale, composto di tre membri tutti nominati, entro trenta giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti nel cui ambito ha sede la società. I tre arbitri così nominati provvederanno a designare il Presidente. Nel caso di mancata nomina nei termini ovvero in caso di disaccordo tra gli arbitri nominati nella scelta del Presidente, vi provvederà, su istanza della parte più diligente, il Presidente del Tribunale nel cui Circondario ha sede la società.

Il Collegio arbitrale deciderà a maggioranza entro novanta giorni dalla costituzione, in modo irrevocabilmente vincolativo per le parti, come arbitro irrituale con dispensa da ogni formalità di procedura ed anche dall'obbligo del deposito del lodo.

Si applicano comunque le disposizioni di cui al decreto legislativo 17 gennaio 2003 n.5, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale n. 17 del 22 gennaio 2003.

Neuvième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer Monsieur Alfredo Cazzola, entrepreneur, né à Bologna (Italie), le 14 février 1950, demeurant à Strada Maggiore nr. 22, I-40100 Bologna (Italie), code fiscal CZZ LRD 50B14A944C, en qualité d'administrateur unique de la société italienne ALCAFIN S.r.l., jusqu'à l'approbation du bilan de la société arrêté au 30 juin 2008.

L'assemblée générale extraordinaire décide en outre de conférer à Monsieur Alfredo Cazzola, prénommé, tous pouvoirs nécessaires en vue de l'exécution matérielle de qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, comprenant un blanc bâtonné, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.
Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: R. Scheifer-Gillen, B.D. Klapp, A. Da Silva, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 juin 2005, vol. 895, fol. 18, case 3. — Reçu 12 euros.

Le Releveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 30 juin 2005.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007034587/239/576.

(070029602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 26 février 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034386/242/12.

(070030145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Zama (Windhoek) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 111.375.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034387/242/12.

(070030074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

SIFC Hotel Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Z.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 110.943.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 26 février 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034388/242/12.

(070029880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

SIFC Development Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 110.942.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 26 février 2007.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034389/242/12.

(070029879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

SIFC Office & Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Z.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 110.937.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 26 février 2007.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034390/242/12.

(070029878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Wynnchurch Transportation & Logistics S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.398.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 26 février 2007.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034391/242/12.

(070029876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034392/42/12.

(070029910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Valauchan Sopaneer International S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 52.454.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034393/242/12.

(070029909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Garage Roby Cruciani s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3515 Dudelange, 212, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 124.564.

—
STATUTS

L'an deux mille sept, le quinze février.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

A comparu:

Monsieur Robert Cruciani, commerçant, né à Dudelange, le 20 juillet 1954, demeurant à L-3447 Dudelange, 29, rue Curie.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il va constituer.

Titre I^{er} : Raison sociale, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'achat, l'importation, le dédouanement, l'agrément et l'immatriculation de voitures automobiles en vue de la revente (y compris pour intermédiaires) et le commerce de tous produits ou services accessoires, y compris les produits pétroliers, ainsi que la location de voitures automobiles et de tous produits accessoires.

La société pourra également effectuer tous travaux d'entretien et de réparation de moteurs, équipements et carrosseries ainsi que de mise en peinture.

Elle pourra généralement faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 3. La société prend la dénomination de GARAGE ROBY CRUCIANI s.à r.l.

Art. 4. Le siège social est établi à Dudelange.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II: Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à cent mille euros (€ 100.000,-), représenté par cent (100) parts sociales de mille euros (€ 1.000,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III: Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délais de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV: Décisions et assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V: Exercice social, Inventaires, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé 5% pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI: Dissolution, Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2007.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Robert Cruciani, préqualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de cent mille euros (€ 100.000,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à deux mille cent euros (€ 2.100,-).

Assemblée Générale extraordinaire

Le comparant ci-avant désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Monsieur Robert Cruciani, préqualifié, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.
- 2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.
- 3.- Le siège social est établi à L-3515 Dudelange, 212, route de Luxembourg.

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Dont acte, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Cruciani, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 20 février 2007, vol. 437, fol. 65, case 4. — Reçu 1.000 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Bascharage, le 22 février 2007.

A. Weber.

Référence de publication: 2007034509/236/124.

(070029796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Metropolitan Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 119.672.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 29 décembre 2006.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034394/242/12.

(070029908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Cheshunt Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 119.852.

Statuts coordonnés suivant l'acte n ° 135 du 5 février 2007 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen

Notaire

Référence de publication: 2007034395/230/12.

(070029857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Delamare Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 119.857.

Statuts coordonnés suivant l'acte n ° 137 du 5 février 2007 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen
Notaire

Référence de publication: 2007034396/230/12.

(070029855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Copernicus Finance Buffer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.550.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 24 juillet 2006.

Pour la société

A. Holtz

Notaire

Référence de publication: 2007034398/2724/13.

(070030072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Standard International Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 39.445.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 26 février 2007.

P. Bettingen

Notaire

Référence de publication: 2007034400/202/12.

(070030042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

S.D.G.A. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 42.136.

DISSOLUTION

L'an deux mille six, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société FINVESTOR HOLDING S.A., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, ici représenté par Monsieur Marc Koeune, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, En vertu d'une procuration sous seing privée donnée à Luxembourg, le 21 décembre 2006.

Ladite procuration, après avoir été signée par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant a, par son mandataire, prié le notaire d'acter que:

- La société anonyme S.D.G.A. HOLDING S.A., R.C.S. Luxembourg N ° B 42.136, fut constituée par acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 novembre 1992, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 78 page 3736/2003.

- La société a actuellement un capital de six cent mille dollar US (USD 600.000,-) représenté par six cents (600) actions avec une valeur nominale de mille dollar US (USD 1.000,-) chacune, entièrement libérées;

- La comparante s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la société S.D.G.A. HOLDING S.A.

- Par la présente la comparante en tant qu'actionnaire unique prononce la dissolution de la société S.D.G.A. HOLDING S.A. avec effet immédiat.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la société S.D.G.A. HOLDING S.A. déclare que l'activité de la société a cessé, que le passif connu de ladite société a été payé ou provisionné;

- L'actionnaire unique s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

- la comparante reconnaît avoir pris connaissance et approuver une situation comptable au 20 décembre 2006;

- L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière aux administrateurs et commissaire pour leur mandat jusqu'à ce jour;

- le mandant donne tous pouvoirs à FIDUCENTER S.A. pour procéder au dépôt desdits comptes annuels et des déclarations fiscales y afférentes ;

- les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans auprès de la société FIDUCENTER S.A., 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

- Sur ce, le mandataire de la comparante a présenté au notaire deux certificats d'actions au porteur qui ont été immédiatement lacérés.

- Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société S.D.G.A. HOLDING S.A.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Koeune, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2006, vol. 157S, fol. 4, case 10. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007034540/211/49.

(070029576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

VIP Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 106.397.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 26 février 2007.

M. Lecuit

Notaire

Référence de publication: 2007034402/243/12.

(070029906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Kippin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 7-11, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 98.469.

Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire reçue par Maître Francis Kessler notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 5 février 2007 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Esch-sur-Alzette, le 23 février 2007.

F. Kessler

Notaire

Référence de publication: 2007034403/219/12.

(070029986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Société pour l'Aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 67.017.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Biel
Notaire

Référence de publication: 2007034404/203/11.

(070029980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Geovera (Luxembourg III) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 122.645.

—
In the year two thousand and six, on the nineteenth day of December.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

GEOVERA (BERMUDA) HOLDINGS II, LTD., a company limited by shares, incorporated and existing under the laws of the Bermuda, registered with the Registrar of Companies, having its registered office at Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda,

here represented by Ms Nadia Weyrich, employee, residing in Arlon, by virtue of a proxy given in San Francisco on 18th December 2006.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole partner of GEOVERA (LUXEMBOURG III) HOLDINGS S.à r.l. (hereinafter the «Company»), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer acting in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner dated 7 December 2006, not yet published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole partner decides to increase the share capital of the Company by an amount of nine hundred seventy-seven thousand six hundred fifty Euros (EUR 977,650.-), so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) up to nine hundred ninety thousand one hundred fifty Euros (EUR 990,150.-) by the issue of thirty-nine thousand one hundred six (39,106) shares having a par value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each, with the same rights and obligations as the existing shares.

The new shares are subscribed by GEOVERA (BERMUDA) HOLDINGS II LTD., prenamed, and paid up by a contribution in kind consisting of seven thousand two hundred fifteen (7,215) existing shares issued by GeoVera (LUXEMBOURG I) HOLDINGS, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with Trade and Companies Register under number B 111.836 and having its registered address at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The total contribution of one million nine hundred fifty-five thousand two hundred seventy-six Euros (EUR 1,955,276.-) will be allocated as follows: (i) nine hundred seventy-seven thousand six hundred fifty Euros (EUR 977,650.-) will be allocated to the share capital of the Company and (ii) nine hundred seventy-seven thousand six hundred twenty-six Euros (EUR 977,626.-) will be allocated to the share premium account.

Pro rata contribution tax payment exemption request

Considering that, as far as the contribution of the GeoVera (LUXEMBOURG I) HOLDINGS shares are concerned, the present deed concerns an increase of the share capital of a Luxembourg company by a contribution in kind consisting of shares of another Luxembourg company and that further to such increase the Luxembourg company will hold 100% of the other Luxembourg company, the Company expressly requests the pro rata fee payment exemption on basis of Article 4-2 of the Luxembourg law of 29th December 1971, as modified by the law of 3 December 1986, which provides for a fixed rate registration tax perception in such a case.

All the conditions as set forth by Article 4-2 of the law of 29th December 1971, as amended, are met in order to exempt the contribution of the GeoVera (LUXEMBOURG I) HOLDINGS shares from the capital contribution duty, the relevant portion of the capital increase amounting to nine hundred seventy-seven thousand six hundred fifty Euros (EUR 977,650.-).

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the capital increase, article 6 paragraph 1 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follows:

« **Art. 6.** The Company's share capital is set at nine hundred ninety thousand one hundred fifty Euros (EUR 990,150.-) represented by thirty-nine thousand six hundred six (39,606) shares with a par value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each.»

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to four thousand Euro.

Whereof the present deed is drawn up in Belvaux, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille six, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

GEOVERA (BERMUDA) HOLDINGS II, LTD., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois des Iles Bermudes, enregistrée auprès du Registrar of Companies, ayant son siège social à Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Iles Bermudes,

ici représentée par Madame Nadia Weyrich, employée privée, demeurant à Arlon, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Francisco en date du 18 décembre 2006.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de GEOVERA (LUXEMBOURG III) HOLDINGS S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours, constituée selon un acte notarié par-devant Maître Martine Schaeffer agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph Wagner en date du 7 décembre 2006, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de neuf cent soixante-dix-sept mille six cent cinquante Euros (EUR 977.650,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) jusqu'à neuf cent quatre-vingt-dix mille cent cinquante Euros (EUR 990.150,-) par l'émission de trente-neuf mille cent six (39.106) parts sociales d'une valeur de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune, avec les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Les nouvelles parts sociales sont souscrites par GEOVERA (BERMUDA) HOLDINGS II, LTD., prénommée, et sont payées par une contribution en nature consistant en l'apport de sept mille deux cent quinze (7.215) parts sociales émises par la société GeoVera (LUXEMBOURG I) HOLDINGS, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 111.836.

L'apport d'un million neuf cent cinquante-cinq mille deux cent soixante-seize Euros (EUR 1.955.276,-) sera alloué (i) au capital social pour le montant de neuf cent soixante-dix-sept mille six cent cinquante Euros (EUR 977.650,-) et (ii) au compte de prime d'émission pour le montant de neuf cent soixante dix-sept mille six cent vingt-six Euros (EUR 977.626,-).

Requête en exonération du paiement du droit proportionnel d'apport

Compte tenu que, dans le cadre de l'apport de parts sociales GeoVera (LUXEMBOURG I) HOLDINGS, le présent acte documente l'augmentation du capital social d'une société luxembourgeoise par apport en nature de parts sociales émises par une autre société luxembourgeoise et que suite à l'augmentation de capital social, la société luxembourgeoise détiendra 100% de l'autre société luxembourgeoise, la Société requiert expressément l'exonération du paiement du droit proportionnel d'apport sur la base de l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, qui prévoit en pareil cas le paiement du droit fixe d'enregistrement.

Toutes les conditions prévues par l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971, telle que modifiée, ont été respectées afin d'exonérer l'apport des parts sociales GeoVera (LUXEMBOURG I) HOLDINGS du droit d'apport, étant entendu que la portion correspondante à la valeur de l'augmentation de capital s'élève à neuf cent soixante-dix-sept mille six cent cinquante Euros (EUR 977.650,-).

Les documents justificatifs de la souscription et du montant de l'apport ont été présentés au notaire soussigné.

Deuxième résolution

A la suite de l'augmentation de capital, le premier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de neuf cent quatre-vingt-dix mille cent cinquante Euros (EUR 990.150,-) représenté par trente-neuf mille six cent six (39.606) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.»

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à quatre mille euros.

Dont acte, passé à Belvaux, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. Weyrich, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 21 décembre 2006, vol. 909, fol. 51, case 12. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 février 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007034580/239/130.

(070029593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Newcoop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 69.280.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Biel

Notaire

Référence de publication: 2007034405/203/11.

(070029976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

MLP Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.569.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the thirty-first day of January,

Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

MILLENNIUM PARTNERS, L.P., an exempted limited partnership registered under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, represented by (i) its managing general partner MILLENNIUM MANAGEMENT, L.L.C., a limited liability company organized under the laws of the State of Delaware, having its principal office at 666 Fifth Ave, 8th floor, New York, NY 10103, USA, and (ii) its general partner ENGLANDER (CAYMAN ISLANDS) LTD., an exempted company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands,

here duly represented by M^e Claude Feyereisen, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, by virtue of proxies from the general partners given on January 24, 2007.

Said proxies, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall stay affixed to the present deed to be filed at the same time.

The appearing party, represented as mentioned above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. MILLENNIUM PARTNERS, L.P. is the sole partner (the Sole Partner) of MLP INVESTMENTS (CAYMANS), LTD, an exempted company incorporated and organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands (the Company),

II. That by a written resolution of the Sole Partner validly adopted on January 25, 2007 a copy of which shall remain annexed to the present deed, the Company resolved as a special resolution for purposes of Cayman Islands law to register the Company by way of continuation under the laws of Luxembourg.

III. That it results from the balance sheet of the Company that, as of the date hereof, the net assets of the Company correspond at least to the value of the share capital of the Company, a copy of such balance sheet, having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

IV. The agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the registered office and central administration of the Company from the Cayman Islands to the City of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance;

2. Adoption by the Company of the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name MLP INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l. and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office and central administration of the Company to the City of Luxembourg;

3. Approval of the closing balance sheet of the Company as at December 31, 2006 and the opening balance sheet of the Company as at January 1, 2007;

4. Amendment and complete restatement of the Company's memorandum and articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company becoming a Luxembourg law governed company subject to the Luxembourg company act of 10 August 1915, with the Company having a share capital of € 37,881.66 divided into 50,000 shares without par value;

5. Acknowledgement of the resignation of Martin Lang and Ian Goodall as directors of the Company, effective upon receipt from the Cayman Islands Register of Companies of the confirmation of de-registration of the Company in the Cayman Islands, and granting each of them full discharge for the performance of his duties as director of the Company;

6. Appointment of Mark Meskin as class A manager of the Company and of Joannes van de Sanden and Jan van der Molen as class B managers of the Company for an unlimited duration; and

7. Establishment of the registered office and central administration of the Company at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Thereupon, the appearing party requested the undersigned notary to record that:

First resolution

The Sole Partner resolves to transfer the registered office and central administration of the Company from the Cayman Islands to the City of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance. The Sole Partner further declares that all formalities required under the laws of the Cayman Islands to give effect to such transfer have been duly performed.

Second resolution

The Sole Partner resolves that the Company adopts the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name MLP INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., accepts the Luxembourg nationality and shall as from the date of the present deed be subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Partner approves the closing balance sheet of the Company as at December 31, 2006 and the opening balance sheet of the Company as at January 1st, 2007, a copy of which shall remain attached to the present deed, and declares that no event substantially impairing the net value of the shares in the Company indicated in these balance sheets has occurred since the dates referred therein.

Fourth resolution

As a result of the foregoing resolutions, the Sole Partner resolves as a special resolution for the purposes of Cayman Islands law, in addition to its effects under Luxembourg law, to amend and completely restate the memorandum and articles of association of the Company so as to conform them to Luxembourg laws.

The restated articles of association of the Company shall read as follows:

I.- Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscriber(s) and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), under the name of MLP INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II.- Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at thirty-seven thousand eight hundred and eighty-one euro sixty-six cent (€ 37,881.66) represented by fifty thousand (50,000) shares in registered form without par value, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

If the Company has more than one partner, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

III.- Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by a board of class A and class B managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. The managers need not be partners.

7.2 The managers may be dismissed any time with or without cause (ad nutum) by a resolution of the partners holding the majority of votes.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the board of managers of the Company. The board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation, and any other relevant conditions of his agency.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if at least one class A and one class B manager is present. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of a class A and a class B manager of the Company or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV.- General meetings of partners

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V.- Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of partners has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole partner or the general meeting of partners;
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

16.3 The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

VII.- General provision

Art. 17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2007.

Valuation and allocation of shares

For the purposes of the migration the total value of the Company is estimated to be at least four hundred and fifty-nine thousand two hundred and eighty-eight euro (€ 459,288.00). The surplus between the said total value of the Company and the value of the Company's share capital (i.e. thirty-seven thousand eight hundred and eighty-one euro sixty-six cent

(€ 37,881.66)) being transferred to a share premium account of the Company. MILLENNIUM PARTNERS, L.P., the sole partner of the Company as of the date hereof, shall receive all fifty thousand (50,000) shares in issue, without par value.

Fifth resolution

The Sole Partner resolves to acknowledge the resignation, effective upon receipt from the Cayman Islands Register of Companies of the confirmation of de-registration of the Company in the Cayman Islands, of Martin Lang and Ian Goodall as directors of the Company, and to grant to each of them full discharge for the performance of his duties as director of the Company.

Sixth resolution

The Sole Partner resolves to appoint the following person with effect as of today as class A manager of the Company for an unlimited duration:

- Mark Meskin, born on September 20, 1967 in Durban, holder of a UK passport with number 704199992 and residing at 200 East 82nd street, apt Penthouse G, New York, NY 10028, United States of America.

The Sole Partner resolves to appoint the following persons with effect as of today as class B managers of the Company for an unlimited duration:

- Joannes van de Sanden, born on June 21, 1951 in Jutphaas, holder of a Dutch passport with number NG9271606 and having his business address at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;

- Jan Doeke Thijs van der Molen, born on March 1, 1969 in Hengelo, holder of a Dutch passport with number NH7404360 and having his business address at Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Seventh resolution

The Sole Partner resolves to establish the registered office and central administration of the Company at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, given name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille sept, le trente et un janvier,

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

MILLENNIUM PARTNERS, L.P., un exempted limited partnership immatriculé en vertu du droit des Îles Caïmans, avec siège social au Walker House, Mary Street, George Town, Grand Cayman, Îles Caïmans, représenté par (i) son gérant associé commandité MILLENNIUM MANAGEMENT, L.L.C., une société à responsabilité limitée de droit de l'État du Delaware, avec bureau principal au 666 Fifth Ave, 8th floor, New York, NY 10103, États-Unis, et (ii) son associé commandité ENGLANDER (CAYMAN ISLANDS) LTD., une exempted company de droit des Îles Caïmans, avec siège social au Walker House, Mary Street, George Town, Grand Cayman, Îles Caïmans,

dûment représenté aux présentes par M^e Claude Feyereisen, Avocat à la Cour, avec domicile professionnel à Luxembourg, en vertu de procurations lui données par les associés commandités le 24 janvier 2007.

Les procurations prémentionnées, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec celui-ci.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

I. MILLENNIUM PARTNERS, L.P. est l'associé unique (l'Associé Unique) de MLP INVESTMENTS (CAYMANS), LTD, une exempted company constituée en vertu du droit des Îles Caïmans, avec siège social à Walker House, Mary Street, George Town, Grand Cayman, Îles Caïmans (ci-après la Société),

II. Par résolution écrite de l'Associé Unique, valablement adoptée en date du 25 janvier 2007, dont une copie demeurera annexée au présent acte, la Société a décidé par résolution spéciale pour des propos de droit des Îles Caïmans d'immatriculer la Société par voie de continuité juridique et sociale sous le droit du Luxembourg.

III. Il appert du bilan de la Société qu'à la date des présentes, les actifs nets de la Société correspondent au moins à la valeur du capital social de la Société, une copie dudit bilan, signée ne varietur par le comparant et le notaire, demeurant annexée au présent acte pour être déposée concomitamment auprès des autorités d'enregistrement compétentes.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société des Îles Caïmans à Luxembourg-Ville avec effet immédiat, sans que la Société ne soit dissoute, mais au contraire en assurant entièrement la continuité juridique et sociale;

2. Adoption par la Société de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination de MLP INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l. et acceptation de la nationalité luxembourgeoise découlant du transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société à Luxembourg-Ville;

3. Approbation du bilan de clôture de la Société au 31 décembre 2006 et du bilan d'ouverture de la Société au 1^{er} janvier 2007;

4. Modification et refonte complète des statuts de la Société aux fins de leur mise en conformité avec le droit luxembourgeois, la Société étant désormais régie par le droit luxembourgeois et soumise à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et le capital social de la Société étant fixé à € 37.881,66 et représenté par 50.000 parts sans valeur nominale;

5. Constatation de la démission de Martin Lang et de Ian Goodall en qualité d'administrateurs de la Société, avec effet à compter de la réception, de la part du Registre des Sociétés des Îles Caïmans, de la confirmation de radiation de la Société dans les Îles Caïmans, et octroi à chacun d'entre eux d'une décharge plénière relativement à l'exécution de leurs obligations respectives en qualité d'administrateurs de la Société;

6. Désignation pour une durée indéterminée de Mark Meskin en tant que gérant de catégorie A de la Société, et de Joannes van de Sanden et Jan van der Molen en tant que gérants de catégorie B de la Société; et

7. Établissement du siège social et de l'administration centrale de la Société à l'adresse suivante: 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Le comparant a demandé au notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

Première résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société des Îles Caïmans à Luxembourg-Ville avec effet immédiat, sans que la Société ne soit dissoute, mais au contraire en assurant entièrement la continuité juridique et sociale. L'Associé Unique déclare en outre que toutes les formalités requises par le droit des Îles Caïmans aux fins de permettre la prise d'effet de ce transfert ont été dûment exécutées.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide que la Société adopte la forme juridique d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination de MLP INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l., qu'elle prenne la nationalité luxembourgeoise et qu'elle soit soumise, à compter de la date du présent acte, au droit du Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

L'Associé Unique approuve le bilan de clôture de la Société au 31 décembre 2006 et le bilan d'ouverture de la Société au 1^{er} janvier 2007, dont une copie demeurera annexée au présent acte, et déclare que n'est survenu depuis lors aucun événement ayant pour effet d'altérer substantiellement la valeur nette des parts dans la Société renseignée dans lesdits bilans.

Quatrième résolution

Par suite des résolutions susmentionnées, l'Associé Unique décide par résolution spéciale pour des propos de droit des Îles Caïmans, en sus de ses effets sous le droit luxembourgeois, de modifier et de refondre entièrement les statuts de la Société aux fins de leur mise en conformité avec le droit luxembourgeois.

Après leur refonte, les statuts de la Société auront la teneur suivante:

I.- Dénomination sociale- Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination sociale. Il est constitué par les présentes entre les souscripteur(s) et tous ceux susceptibles d'acquérir les parts sociales émises au titre des présentes, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de MLP INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.à r.l. (la Société), qui sera régie par le droit luxembourgeois, et notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société. Par ailleurs, le siège social pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les modalités requises en matière de modification des Statuts.

2.2 Il pourra être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société. Au cas où le gérant unique ou le conseil de gérance estimerait que des circonstances ou événements exceptionnels d'ordre militaire ou politique se sont produits ou sont imminents, lesquels circonstances ou événements sont susceptibles de compromettre les activités normales de la Société en son siège ou d'entraver la communication aisée entre ledit siège et des personnes à l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de

ces circonstances exceptionnelles. Les mesures provisoires susmentionnées n'auront aucune incidence sur la nationalité de la Société, qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, demeurera une société de droit luxembourgeois.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet l'acquisition de participations sous quelque forme que ce soit, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, et la gestion desdites participations. La Société pourra notamment acquérir, par voie de souscription, d'achat et d'échange ou de toute autre manière, tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, certificats de dépôt et autres titres de créance et, de manière plus générale, toutes valeurs mobilières et tous instruments financiers émis par une entité publique ou privée, quelle qu'elle soit. Elle pourra, en outre, participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra, par ailleurs, investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

3.2 La Société pourra avoir recours à toutes formes d'emprunt, sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, par la seule voie de placement privé, à l'émission de billets, d'effets et d'obligations ainsi que de tous autres titres de créance et/ou titres de participation. La Société pourra prêter des fonds, y compris le produit de tous emprunts et/ou de toutes émissions de titres de créance, à ses filiales, sociétés liées ou à toute autre société. Elle pourra également consentir des garanties et constituer des sûretés en faveur de tierces parties aux fins de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés liées ou de toute autre société. La Société pourra, en outre, nantir, céder, grever ou constituer de toute autre manière des sûretés sur tous ou partie de ses actifs.

3.3 La Société pourra, d'une manière générale, utiliser toutes techniques et tous instruments dans le cadre de ses investissements, dans le but d'en assurer une gestion efficace, y compris des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre tous risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales et financières et toutes opérations portant sur des biens immobiliers et mobiliers, en relation directe ou indirecte avec son objet social ou de nature à en favoriser la réalisation.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, la faillite ou un quelconque événement similaire frappant un ou plusieurs des associés.

II.- Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente-sept mille huit cent quatre-vingt-un euros soixante-six cents (€ 37.881,66) et est représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales nominatives sans valeur au pair, intégralement souscrites et libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les modalités requises en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale confère à son détenteur une fraction de l'actif et des bénéfices de la Société directement proportionnelle au nombre de parts sociales existantes.

6.2 A l'égard de la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, étant donné qu'il n'est admis qu'un seul propriétaire par part. Les copropriétaires seront tenus de désigner une seule personne en tant que représentant à l'égard de la Société.

6.3 Les parts sociales seront librement cessibles entre associés ou, en cas d'associé unique, à des tierces parties.

En cas de pluralité d'associés au sein de la Société, la cession de parts sociales à des non-associés sera soumise à l'approbation préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Toute cession de parts sociales ne sera opposable à la Société ou à des tierces parties qu'à condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par cette dernière conformément à l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est renvoyé aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Conformément aux dispositions de la Loi, un registre des associés sera conservé au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout associé qui en fera la demande.

III.- Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérants des catégories A et B, désignés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, qui en fixe la durée du mandat. Les gérants ne devront pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment avec ou sans justification (ad nutum) par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non réservés expressément de par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèveront de la compétence du conseil de gérance, lequel sera investi de tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution et à l'approbation de tous les actes et de toutes les opérations rentrant dans l'objet social de la Société.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des questions spécifiques à un ou plusieurs mandataires, associés ou non, désignés par le conseil de gérance de la Société. Le conseil de gérance déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) d'un tel mandataire, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions y relatives.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigeront ou sur convocation de l'un des gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Tout avis de convocation écrit du conseil de gérance sera adressé à l'ensemble des gérants au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la tenue de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas il conviendra de faire état de la nature desdites circonstances dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Aucun avis de convocation ne sera requis si l'ensemble des membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir pris pleinement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il pourra être renoncé à l'avis moyennant consentement de chacun des membres du conseil de gérance de la Société donné par écrit, que ce soit par document original, télégramme, télécopie ou courriel.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter lors de toute réunion du conseil de gérance par un autre gérant qu'il aura désigné en qualité de mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B sont présents. Les décisions du conseil de gérance seront valablement adoptées à la majorité des voix. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par l'ensemble des gérants présents ou représentés lors de la réunion.

9.6 Tout gérant pourra participer à une réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéoconférence ou par tous autres moyens de communication similaires permettant à l'ensemble des personnes assistant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion par les moyens susvisés sera réputée équivalente à une participation en personne à ladite réunion.

9.7 Les résolutions prises par voie circulaire et signées par l'ensemble des gérants seront considérées comme valables et fermes au même titre que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion convoquée et tenue en bonne et due forme. Les signatures susvisées pourront être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et pourront être attestées par courrier ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société se trouvera engagée en tout état de cause à l'égard de tierces parties par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B de la Société ou par les signatures conjointes ou par la seule signature de toutes personnes dûment investies d'un pouvoir de représentation conformément à l'article 8.2 des présents Statuts.

Art. 11. Responsabilité des gérants. Les gérants n'assumeront pas de responsabilité personnelle du fait de leur mandat en rapport avec un quelconque engagement valablement pris par eux au nom de la Société, sous réserve de la conformité dudit engagement avec les présents Statuts et avec les dispositions applicables de la Loi.

IV.- Assemblées Générales des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exercera tous les pouvoirs attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chacun des associés disposera d'un nombre de droits de vote proportionnel à celui de parts sociales qu'il détient dans la Société.

12.3 Chacun des associés pourra désigner toute personne physique ou morale en qualité de mandataire moyennant procuration écrite donnée par courrier, télégramme, télécopie ou courriel, aux fins de le représenter lors des assemblées générales des associés.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Si le nombre des associés de la Société n'excède pas les vingt-cinq, les décisions des associés pourront être adoptées par résolution prise par voie circulaire, dont le texte sera communiqué à l'ensemble des associés par écrit, que ce soit par document original, télégramme, télécopie ou courriel. Les associés exprimeront leur vote en apposant leur signature sur la résolution prise par voie circulaire. Les signatures des associés pourront être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, et pourront être attestées par courrier ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne seront valables que dans la mesure où elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions ayant pour objet une modification des Statuts ou la dissolution et la liquidation de la Société ne pourront être adoptées que par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V.- Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social de la Société commencera le premier janvier de chaque année et prendra fin le trente et un décembre.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, les comptes de la Société seront établis et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dressera un inventaire comprenant une indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société.

14.3 Chacun des associés pourra consulter le bilan et l'inventaire susmentionnés au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les bénéfices bruts de la Société renseignés dans les comptes annuels représentent, après déduction des frais généraux, des amortissements et des charges, le bénéfice net. Un montant égal à cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets de la Société sera affecté à la réserve légale et ce, jusqu'à ce que ladite réserve atteigne dix pour cent (10 %) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant à l'affectation du solde excédentaire. Elle pourra notamment affecter ledit bénéfice au paiement d'un dividende, à la réserve ou bien le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment, sous réserve des conditions suivantes:

- (i) Un relevé de compte, un inventaire ou un rapport devra être établi par le gérant ou le conseil de gérance;
- (ii) Ledit relevé de compte, inventaire ou rapport devra prouver la disponibilité de fonds suffisants pour la distribution, étant entendu que le montant devant être distribué ne pourra excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice financier, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) La décision de paiement de dividendes intérimaires devra être prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) L'assurance a été obtenue que les droits des créiteurs de la Société ne sont pas menacés.

VI.- Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui en fixera les pouvoirs et la rémunération. Sauf stipulation contraire de la résolution de l'associé ou des associés ou sauf disposition légale contraire, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus aux fins de la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société sera versé à l'associé ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés au prorata du nombre des parts sociales détenu par chacun des associés au capital de la Société.

16.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

VII.- Stipulation générale

Art. 17. Pour toutes les questions ne faisant pas l'objet d'une stipulation spécifique aux présents Statuts, il est renvoyé aux dispositions légales en la matière.

Stipulation transitoire

Le premier exercice social commencera à la date du présent acte et prendra fin le 31 décembre 2007.

Estimation et attribution de parts sociales

Pour les propos de la migration la valeur totale de la Société est estimée à au moins quatre cent cinquante-neuf mille deux cent quatre-vingt-huit euros (€ 459.288,-). Le surplus entre ladite valeur totale de la Société et la valeur du capital social de la Société (c'est-à-dire trente-sept mille huit cent quatre-vingt-un euros soixante-six cents (€ 37.881,66)) étant alloué à un compte de prime d'émission de la Société. MILLENNIUM PARTNERS, L.P., l'associé unique de la Société à la date des présentes, recevra toutes les cinquante mille (50.000) parts sociales émises, sans valeur nominale.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de prendre acte de la démission, avec effet à compter de la date de réception de la confirmation de la radiation adressée par le Registre des Sociétés des Îles Caïmans, de Martin Lang et de Ian Goodall en tant qu'administrateurs de la Société, et de donner pleinement décharge à chacun d'eux pour l'exécution de leurs obligations en leur qualité d'administrateurs de la Société.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de désigner la personne suivante en qualité de gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée:

- Mark Meskin, né le 20 septembre 1967 à Durban, titulaire du passeport anglais n ° 704199992, et demeurant au 200 East 82nd street, apt Penthouse G, New York, NY 10028, États-Unis.

L'Associé Unique décide de désigner les personnes suivantes en qualité de gérants de catégorie B de la Société, ladite désignation prenant effet à compter de ce jour pour une durée indéterminée:

- Joannes van de Sanden, né le 21 juin 1951 à Jutphaas, titulaire du passeport néerlandais n ° NG9271606 et avec domicile professionnel au Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;

- Jan Doeke Thijs van der Molen, né le 1^{er} mars 1969 à Hengelo, titulaire du passeport néerlandais n ° NH7404360 et avec domicile professionnel au Carré Bonn, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de fixer le siège social et l'administration centrale de la Société au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Feyereisen, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 2007, vol. 31CS, fol. 94, case 7. — Reçu 4.592,88 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2007.

P. Frieders.

Référence de publication: 2007034490/212/539.

(070029807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

CPI Capital Partners Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 103.927.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 mai 2006.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2007034406/242/12.

(070029936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

CPI Capital Partners Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 109.948.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 4 mai 2006.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007034407/242/12.

(070029943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Tisa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 167, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 105.690.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n^o 45740 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger
Notaire

Référence de publication: 2007034408/211/11.

(070029945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Etoile Promotions "B" S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 69.274.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Biel
Notaire

Référence de publication: 2007034409/203/11.

(070029949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Prestaserv-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 93.490.

L'an deux mille sept, le cinq février,

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

1.- Monsieur Roger Luc Leclerc, gérant de société, demeurant à F-57000 Metz, 21, rue des Parmentiers, ici représenté par Monsieur Daniel Phong, juriste, demeurant à L-1371 Luxembourg, 117, Val Sainte Croix, en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30 janvier 2007,

laquelle procuration, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci,

2.- MIRIX FINANCES S.A., société anonyme, avec siège social à L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy, représentée par l'un de ses administrateurs-délégués, à savoir Monsieur Daniel Phong, prénommé.

Lesdits comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Monsieur Roger Luc Leclerc, prénommé, représenté comme dit, agissant en sa qualité de gérant de la société à responsabilité limitée PRESTASERV-LUX S.à r.l., avec siège social à L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster, en date du 6 mai 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 628 du 10 juin 2003, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 12 juillet 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1129 du 10 novembre 2004, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 24 mars 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 830 du 30 août 2005, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 17 novembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2418 du 28 décembre 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 93.490, déclare accepter au nom de la société, conformément à l'article 190 de la loi du 18 septembre 1933 concernant les sociétés à responsabilité limitée, respectivement à l'article 1690 du Code Civil, la cession de cinquante (50) parts sociales, en date du 4 janvier 2007, par la société de droit français LECLERC & ASSOCIES FRANCE, à la prédite société MIRIX FINANCES S.A., au prix de treize mille cent vingt-cinq euros (EUR 13.125,-).

2. Comme conséquence de ce qui précède, Monsieur Roger Luc Leclerc et la société MIRIX FINANCES S.A. prénommés, seuls associés de la société après réalisation de cette cession de parts, décident, par leur représentant prénommé,

de modifier l'article six des statuts de la société à responsabilité limitée PRESTASERV- LUX S.à r.l., pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-), représenté par cent (100) parts sociales de deux cent cinquante euros (EUR 250,-) chacune, intégralement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

	Parts sociales
1.- MIRIX FINANCES S.A., société anonyme, avec siège social à L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy, quatre-vingt-dix parts sociales	90
2.- Monsieur Roger Luc Leclerc, gérant de société, demeurant à F-57000 Metz, 21, rue des Parmentiers, dix parts sociales	10
Total: cent parts sociales	100»

3. Les frais et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par la société.

4. Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des comparants, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Phong, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2007, vol. 31CS, fol. 87, case 11. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

E. Schlessler.

Référence de publication: 2007034432/227/57.

(070029890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Cofis Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 113.695.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 février 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007034410/239/12.

(070029875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

G.B.D. Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 51.423.

Statuts coordonnés, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire reçue par Maître Francis Kessler notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 5 février 2007 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Esch-sur-Alzette, le 23 février 2007.

F. Kessler

Notaire

Référence de publication: 2007034411/219/12.

(070029884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

K2 Architecture S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4645 Differdange, 145, route de Pétange.
R.C.S. Luxembourg B 106.797.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

E. Schlessen
Notaire

Référence de publication: 2007034412/227/12.

(070029889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Prestaserv-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 93.490.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2007.

E. Schlessen
Notaire

Référence de publication: 2007034413/227/12.

(070029893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Multinational Investment Corporation, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 11.315.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MULTINATIONAL INVESTMENT CORPORATION

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007034521/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06251. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Xylopart S.A., Société Anonyme,

(anc. Xylopart Holding S.A.).
Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 98.626.

Le bilan au 31 mars 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

XYLOPART S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007034520/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2007, réf. LSO-CB05463. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Financière Treviso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 107.387.

Le bilan et l'annexe pour la période du 18 mars 2005 au 31 janvier 2006, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Luxembourg, le 8 février 2007.

T. van Ingen.

Référence de publication: 2007034522/710/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2007, réf. LSO-CB03234. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Ocala Capital Management Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 170.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 87.268.

Le bilan au 30 novembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

M. van Krimpen.

Référence de publication: 2007034523/710/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2007, réf. LSO-CB04462. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Messageries Paul Kraus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 11, rue Christophe Plantin.
R.C.S. Luxembourg B 73.774.

En date du 31 décembre 2006 le conseil de gérance a pris les décisions suivantes:

1. Monsieur Christian Schock démissionne de ses fonctions de directeur général en date du 31 décembre 2006.
2. Monsieur Jérôme Trigano est nommé avec effet au 1^{er} janvier 2007 directeur général en remplacement de Monsieur Christian Schock avec les mêmes pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la société et la représentation de la société lors de la conduite des affaires.

Luxembourg, le 31 décembre 2006.

J. Funck / P. Wüst / M. Voegeli / C. Schock.

Référence de publication: 2007034592/1529/15.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2007, réf. LSO-CB04965. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Patron Weghell VI S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 124.584.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the second day of February.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present minutes.

There appeared:

PATRON WEGHELL HOLDING Sarl, a company incorporated under the law of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

here represented by Mr Michael Vandeloise, private employee, with professional address in L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 2nd February 2007.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which he deems to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in European Union, as well as the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of these participations, without falling within the scope of the law of 31 July 1929 on pure holding companies. The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets. The Company may also grant loans to subsidiaries, affiliated companies or third parties. The Company may borrow in any form and in particular privately issue bonds.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of PATRON WEGHELL VI S. à r. l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

Art. 10. The bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors nor assigns may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, which do not need to be shareholders.

The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of management, who need not necessarily be shareholders. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the signature of one sole member of the board of management. The managers may be dismissed freely at any time.

The board of management may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The board of management shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of management.

In dealings with third parties, the board of management has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's object.

The board of management shall meet upon call by the chairman, or one of its members, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of management, but in his absence, the board of management may appoint another of its members as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of management must be given to its members twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each member of the board of management in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of management.

Any member of the board of management may act at any meeting of the board of management by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another member of the board of management as his proxy. Any member of the board of management may represent more than one of his colleagues.

Any member of the board of management may participate in any meeting of the board of management by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The board of management can deliberate or act validly only if at least a majority of the members of the board of management is present or represented at a meeting of the board of management. Decisions shall be taken by a majority of votes of the members of the board of management present or represented at such meeting.

The board of management may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of management shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by one member of the board of management. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by one member of the board of management.

Art. 15. The death or resignation of the sole manager or of a member of the board of management, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The sole manager or the members of the board of management do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first day of December of each year and ends on the last day of November of the following year.

Art. 21. Each year on the last day of November, the accounts are closed and the sole manager or the board of management prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the members.

The sole manager or the board of management is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

All five hundred (500) shares are subscribed by PATRON WEGHELL HOLDING Sarl, aforementioned.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the 30th day of November 2007.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand nine hundred euro (EUR 1,900.-).

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder representing the entirety of the subscribed capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as members of the board of management of the Company for an indefinite period:
 - Mrs Géraldine Schmit, director of company, born on 12th November 1969, in Messancy (Belgium), with professional address at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;
 - Mr Michael Vandeloise, private employee, born on 16th July 1982 in Messancy (Belgium), with professional address at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, the said proxyholder appearing signed together with Us, the notary, the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendundsieben, den zweiten Februar.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine Schaeffer, mit dem Amtssitz in Remich, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Vertretung von Notar André Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, zur Zeit abwesend, welch Letzterer Depositar der gegenwärtigen Urkunde bleibt.

Ist erschienen:

PATRON WEGHELL HOLDING Sarl eine Gesellschaft mit Gesellschaftssitz in 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg hier vertreten durch Herrn Michael Vandeloise, Privateangestellter, mit berufsmäßiger Anschrift in L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxembourg, am 2. Februar 2007.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei, handelnd aufgrund obiger Ermächtigung, ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit zu gründen beabsichtigt, wie folgt zu beurkunden:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit, zwischen den jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und all denen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (société à responsabilité limitée), (die «Gesellschaft») der sie die nachstehende Satzung sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen zugrunde legen.

Art. 2. Den Gegenstand der Gesellschaft bilden die Durchführung aller Transaktionen, die im direkten oder indirekten Zusammenhang mit dem Erwerb, der Entwicklung und der Verwertung unbeweglicher Vermögenswerte in der Europäischen Union stehen, sowie der Erwerb von Beteiligungen an Unternehmungen jeglicher Form und die Leitung, Bewirtschaftung, Kontrolle und Entwicklung dieser Beteiligungen, ohne in den Geltungsbereich des Gesetzes vom 31. Juli 1929

über reine Holdinggesellschaften zu fallen. Die Gesellschaft darf ihre Mittel für den Aufbau, die Bewirtschaftung, die Entwicklung und die Veräußerung eines Portfolios von Wertpapieren und Patenten jeglichen Ursprungs, für den Erwerb von Wertpapieren und Patenten durch Anlage, Zeichnung, Übernahme oder Option und für deren Verwertung im Wege des Verkaufs, der Übertragung, des Austauschs oder in anderer Weise verwenden.

Die Gesellschaft darf außerdem Bürgschaften und Sicherheiten zu Gunsten Dritter leisten, um ihre Obligationen oder die Obligationen von Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder jeglichen anderen Gesellschaften zu besichern. Sie darf ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in anderer Weise als Sicherheit verwenden. Die Gesellschaft darf darüber hinaus Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften oder Dritten Kredite gewähren. Die Gesellschaft darf Kredite in jeglicher Form aufnehmen und insbesondere Anleihen privat platzieren.

Die Gesellschaft darf alle gewerblichen, industriellen, finanziellen, privaten und Immobilientransaktionen durchführen, die direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen oder ihre Entwicklung begünstigen können.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung PATRON WEGHELL VI S. à r. l.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden. Die Gesellschaft kann Zweigstellen oder Agenturen sowohl im Großherzogtum als auch im Ausland eröffnen.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in fünfhundert (500) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Jeder Anteil gewährt ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Mehrheitsbeschluß der Gesellschafter geändert werden, vorausgesetzt, daß die zustimmenden Gesellschafter Dreiviertel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer für jeden Anteil an. Die Miteigentümer eines Anteils müssen durch eine einzige Person gegenüber der Gesellschaft vertreten sein.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile unter Lebenden an Dritte bedarf der Zustimmung der Hauptversammlung. Die Beschlußfassung erfolgt mit einer Mehrheit, welche Dreiviertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch Konkurs noch die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

Art. 11. Weder Gläubiger noch Rechtsnachfolger können, für jeglichen Grund es auch sein mag, Siegel an den Vermögenswerten und Dokumenten der Gesellschaft anbringen.

C. Geschäftsführung

Art. 12. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung hält auch die Dauer des Mandates fest.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern, wird die Gesellschaft durch die Geschäftsführung, dessen Mitglieder nicht unbedingt Gesellschafter sein müssen, verwaltet. In diesem Falle wird die Gesellschaft in allen Gelegenheiten durch die Unterschrift von einem Mitglied der Geschäftsführung verpflichtet. Die Mitglieder der Geschäftsführung können zu jedem Zeitpunkt und ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Sondervollmachten oder begrenzte Vollmachten können unter authentischem oder privatschriftlichem Dokument an eine oder mehrere Personen ausgestellt werden.

Art. 13. Die Geschäftsführung wählt aus dem Kreise ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden und hat auch die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Sie kann auch einen Sekretär bestellen, welcher nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muß, und welcher für die Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Dritten gegenüber hat die Geschäftsführung unter allen Umständen unbeschränkte Vollmacht zu Handlungen im Namen der Gesellschaft und zur Genehmigung von Geschäften und Handlungen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Die Geschäftsführung wird durch den Vorsitzenden oder durch eines seiner Mitglieder an dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen. Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung der Geschäftsführung; in seiner Abwesenheit kann die Geschäftsführung mit Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied der Geschäftsführung ernennen, um den Vorsitz dieser Sitzungen zeitweilig zu führen.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung erhält wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Auf schriftliche, durch Kabel, Telegramm, Telex, Te-

lefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebene Einwilligung eines jeden Mitgliedes der Geschäftsführung, kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen der Geschäftsführung, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluß der Geschäftsführung festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann sich in der Sitzung der Geschäftsführung aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied der Geschäftsführung vertreten lassen. Ein Mitglied der Geschäftsführung kann mehrere andere Mitglieder der Geschäftsführung vertreten.

Jedes Mitglied der Geschäftsführung kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle andere verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Die Geschäftsführung ist nur beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen ihrer auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefaßt.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefaßt werden, vorausgesetzt solche Beschlüsse werden schriftlich bestätigt; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll das als Nachweis der Beschlußfassung gilt.

Art. 14. Die Protokolle aller Sitzungen der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführungsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von einem Mitglied der Geschäftsführung unterzeichnet.

Art. 15. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Mitgliedes der Geschäftsführung, aus welchem Grund auch immer, nicht aufgelöst.

Art. 16. Der alleinige Geschäftsführer oder die Mitglieder der Geschäftsführung haften aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder der Gesellschafter nicht persönlich. Er / Sie sind nur für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 18. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung einer einfachen Mehrheit der Gesellschafter, sofern diese wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Der alleinige Gesellschafter übt die Befugnisse, die der Hauptversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen, angehören.

E. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monat Dezember eines jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats November des darauffolgenden Jahres.

Art. 21. Am 30. November eines jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung stellen das Inventar, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent des Nettogewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

Der alleinige Geschäftsführer oder die Geschäftsführung ist berechtigt, Interimdividenden zu verteilen, soweit ausreichende Mittel zur Verteilung verfügbar sind.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest. Falls nicht anders vorgesehen, haben die Liquidatoren alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Das verbleibende Guthaben, der aus der Verwertung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu ihren bestehenden Anteil am Kapital aufgeteilt.

Art. 24. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen.

Zeichnung und Zahlung der Gesellschaftsanteile

Die fünfhundert (500) Anteile wurden vollständig von der vorbenannten PATRON WEGHELL HOLDING Sarl gezeichnet.

Die Gesamteinlage von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) besteht aus einer Kapitaleinlage von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und ist nun für die Gesellschaft verfügbar, so wie es dem Notar bewiesen worden ist.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. Tag des Monats November 2007.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlaß ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorar und Auslagen werden auf eintausendneunhundert Euro (EUR 1.900,-) geschätzt.

Hauptversammlung

Der Gesellschafter der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, hat unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Gesellschaftssitz befindet sich 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.
2. Die folgenden Personen werden als Mitglieder der Geschäftsführung ernannt. Die Mitglieder der Geschäftsführung sind auf unbestimmte Zeit ernannt:
 - Frau Géraldine Schmit, Gesellschaftsverwalterin, geboren in Messancy (Belgien), am 12. November 1969, berufsmäßig wohnhaft in 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,
 - Herrn Michael Vandeloise, Privatbeamter, geboren in Messancy (Belgien), am 16. Juli 1982, berufsmäßig wohnhaft in 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen des Bevollmächtigten der vorgenannten Partei, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei hat derselbe mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: M. Vandeloise, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2007, vol. 31CS, fol. 96, case 1. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2007.

A. Schwachtgen.

Référence de publication: 2007034325/230/321.

(070030076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Dalgarno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.879.

In the year two thousand and seven, on the eighth of February.

Before Us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the company established in Luxembourg under the denomination of DALGARNO S.A., R.C.S Luxembourg B Number 110.879, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, dated September 15, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr 108 of January 17, 2006.

The Articles of Incorporation have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary on June 28, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr 1825 of September 29, 2006.

The meeting begins at eleven a.m., Mr Pierre Van Halteren, private employee, with professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Raymond Thill, maître en droit, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Mr Frank Stolz-Page, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the thirty-three thousand one hundred (33,100.-) shares having a par value of ten (10.-) euros each, representing the total capital of three hundred thirty-one thousand (331,000.-) euros are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notices, all the persons present or represented at the meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the proxyholder of the shareholders all represented at the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

1. Change of the date of the annual General Meeting from the 2nd Wednesday in the month of March each year at 2.00 p.m. to the 2nd Wednesday in the month of May at 2.00 p.m. and subsequent amendment of Article 15, paragraph 1 of the Articles of Incorporation.

2. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passes, after deliberation, the following resolution by unanimous vote:

Resolution

The date of the annual General Meeting is changed from the 2nd Wednesday in the month of March each year at 2.00 p.m. to the 2nd Wednesday in the month of May at 2.00 p.m.

As a consequence Article 15, paragraph 1 of the Articles of Incorporation is amended and shall henceforth have the following wording:

«The annual general meeting of the shareholders of the Company (the Annual General Meeting) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the 2nd Wednesday in May of each year at 2 p.m.»

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at eleven fifteen.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with Us the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le huit février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de DALGARNO S.A., R.C.S Luxembourg B Numéro 110.879, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, le 15 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 108 du 17 janvier 2006.

Les statuts de ladite société ont été modifiée à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte du notaire instrumentaire en date du 28 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N ° 1825 du 29 septembre 2006.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Pierre Van Halteren, employé privé, avec adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trente-trois mille cent (33.100,-) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trois cent trente et un mille (331.000,-) euros sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant la signature du mandataire des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle du 2^e mercredi du mois de mars à 2 heures de l'après-midi au 2^e mercredi du mois de mai à 2 heures et modification subséquente de l'article 15 alinéa 1^{er} des statuts.

2. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et reconnu qu'elle était régulièrement constituée, aborde les points précités de l'ordre du jour et prend, après délibération, la résolution suivante à l'unanimité des voix:

Résolution

La date de l'assemblée générale annuelle est changée du 2^e mercredi du mois de mars à 2 heures de l'après-midi au 2^e mercredi du mois de mai à 2 heures.

En conséquence l'article 15 alinéa 1^{er} des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale Annuelle) se réunit au siège social ou à un autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le 2^e mercredi du mois de mai à 2 heures de l'après-midi.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à onze heures quinze.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. Van Halteren, R. Thill, F. Stolz-Page, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2007, vol. 157S, fol. 100, case 8. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2007.

A. Schwachtgen.

Référence de publication: 2007034545/230/101.

(070029839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Overland Trust Corporation S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 41.282.

La société a été constituée suivant acte notarié reçu en date du 21 août 1992, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 590 du 12 décembre 1992, dont la dernière modification des statuts est intervenue suivant acte de Maître Gérard Lecuit notaire de résidence à Hesperange, en date du 24 août 2000, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 186 du 12 mars 2001.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

Signatures.

Référence de publication: 2007034525/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2007, réf. LSO-CB05284. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Financière Centuria Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché aux Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 96.465.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un changement d'adresse d'administrateur:

- Madame Nicole Bouton, née le 17 décembre 1947 à Paris 11^{ème}, demeurant 62, avenue Raymond Poincaré 75016 Paris

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FINANCIERE CENTURIA LUXEMBOURG S.A.

E. Dôme

Mandataire

Référence de publication: 2007034371/6654/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2007, réf. LSO-CB05498. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

TalkBusiness S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2152 Luxembourg, 32C, rue Antoine François Van der Meulen.

R.C.S. Luxembourg B 110.301.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007034527/607/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2007, réf. LSO-CB03818. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Votre Jardin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2414 Dommeldange, 31, rue Jean Raspert.

R.C.S. Luxembourg B 84.896.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007034529/607/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2007, réf. LSO-CB03814. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070029690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

Coselux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8055 Bertrange, 166, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 65.949.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 27 février 2007.

COSELUX S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007034536/1715/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2007, réf. LSO-CB03431. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

G.E.I. S.à r.l., Gestions Etudes Immobilières, société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen, 55, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 35.192.

L'an deux mille six, le vingt-cinq octobre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Eugène Wansart, gérant de société, demeurant à B-4950 Waimes, 5, rue Coirville;
- 2.- Madame Francine Warland, infirmière sociale, épouse de Monsieur Eugène Wansart, demeurant à B-4950 Waimes, 5, rue Coirville.

Les comparants ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I.- Les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée familiale GESTIONS ETUDES IMMOBILIERES, société à responsabilité limitée, en abrégé G.E.I., S.à r.l., ayant son siège social à L-8211 Mamer, 59A, route d'Arlon, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 22 octobre 1990, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 130 du 15 mars 1991, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 2 août 1994, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 479 du 23 novembre 1994.

La société est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 35.192.

II.- Le capital social est fixé à cinq cent mille francs luxembourgeois (LUF 500.000,-) représenté par cent (100) parts sociales de cinq mille francs luxembourgeois (LUF 5.000,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Ces parts appartiennent aux associés comme suit:

1. à Monsieur Eugène Wansart, préqualifié, quatre-vingt-dix parts sociales,	90
2. à Madame Francine Warland, préqualifiée, dix parts sociales,	10
Total: cent parts sociales:	100

III.- Les associés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et à l'unanimité des voix ils prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la société de L-8211 Mamer, 59A, route d'Arlon à L-7540 Rollingen (Mersch), 55, rue de Luxembourg.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, les associés décident de modifier la première phrase de l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le siège de la société est établi à Rollingen (Mersch).»

Troisième résolution

Les associés décident de convertir le capital, actuellement exprimé en francs luxembourgeois en euros, en utilisant le taux de conversion officiel de quarante virgule trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs luxembourgeois (LUF 40,3399) pour un euro (EUR 1,-), de sorte que le capital social est désormais de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante-sept cents (EUR 12.394,67).

Quatrième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence de cinq euros et trente-trois cents (EUR 5,33) en vue de le porter de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante-sept cents (EUR 12.394,67) à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) sans émission de parts sociales nouvelles mais par augmentation correspondante de la valeur nominale des parts sociales existantes, de sorte que le capital social sera désormais de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune.

La présente augmentation de capital a été entièrement souscrite et libérée par les associés préqualifiés, au prorata de leur participation dans la société, au moyen de versements en espèces, de sorte que la somme de cinq euros et trente-trois cents (EUR 5,33) se trouve dès à présent à la disposition de la Société ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, les associés décident de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune toutes intégralement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Ces parts sociales appartiennent aux associés comme suit:

1.- à Monsieur Eugène Wansart, gérant de société, né à Waimes (Belgique) le 12 janvier 1956, demeurant à B-4950 Waimes, 5, rue Coirville, quatre-vingt-dix parts sociales,	90
2.- à Madame Francine Warland, infirmière sociale, épouse de Monsieur Eugène Wansart, née à Waimes (Belgique) le 29 janvier 1957, demeurant à B-4950 Waimes, 5, rue Coirville, dix parts sociales,	10
Total: cent parts sociales:	100

IV.- Le montant des frais, rémunérations et charges en raison des présentes, estimé sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (EUR 900,-), est à charge de la société qui s'y oblige, les associés en étant solidairement tenus envers le notaire.

V.- Les comparants élisent domicile au siège de la société.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: E. Wansart, F. Warland, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2006, vol. 155S, fol. 84, case 1. — Reçu 12 euros.

Le Releveur ff. (signé): Tholl.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 21 novembre 2006.

T. Metzler.

Référence de publication: 2007034511/222/77.

(070030043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

O.I.M. - Opérations Immobilières Molitor, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2555 Luxembourg, 41, rue de Strassen.

R.C.S. Luxembourg B 32.762.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2007.

FIDUCIAIRE R. KOHN

Signature

Référence de publication: 2007038178/596/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2006, réf. LSO-BX07136. - Reçu 16 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070019503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2007.

Bakering Invest International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 94.869.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007034531/4214/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2007, réf. LSO-CB05612. - Reçu 18 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070029693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.